

la lettre *Flash*

25 octobre 2001

Primaire - Secondaire - Supérieur

Géographie de l'École et l'État de l'École 2001 : des repères statistiques pour un meilleur débat autour de l'éducation

La direction de la programmation et du développement (DPD) du ministère vient de publier la 7^{ème} édition de Géographie de l'École et la 11^{ème} édition de l'État de l'École. Pour Jean-Richard Cytermann, directeur de la DPD, ces deux publications se situent dans une triple perspective : "participer à l'amélioration du pilotage du système éducatif, contribuer à la modernisation de la gestion publique et mieux connaître les disparités territoriales".

Cette année, Géographie de l'École propose une nouveauté: l'analyse de la dépense d'éducation des collectivités territoriales.

Dans cet ouvrage, la DPD propose à nouveau une typologie des collèges publics. Cette étude permet d'apprécier les profils académiques très contrastés.

Ces données d'évaluation ou de résultats constituent pour les académies comme pour les directions du ministère, des outils essentiels au pilotage pédagogique.

Jean-Richard Cytermann a souligné que "la construction de ces indicateurs statistiques était le fruit d'une collaboration avec les académies".

Quelques indicateurs particulièrement pertinents ont été présenté :

La France : 1^{er} pays européen de la dépense pour l'éducation

La formation initiale représente 6,2 % du PIB.

Elle situe la France au dessus de la moyenne des pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), devant l'ensemble des pays européens et derrière les Etats-Unis et les pays scandinaves.

Le ministère de l'éducation nationale, à lui seul, dépense **23 700 francs par élève et 37 300 francs par étudiant.**

Des efforts d'investissement importants réalisés par les collectivités territoriales

Les régions et les départements ont fortement mis l'accent sur le patrimoine scolaire. Les régions financent la construction et le fonctionnement des lycées, soit **5400 francs par lycéen**. Les départements y consacrent **5000 francs par collégien**.

Les conditions d'apprentissage : de fortes disparités géographiques dans le second degré

Les **enseignants sont plus jeunes** dans le Nord de la France que dans le Midi, à Paris ou en Bretagne.



Le taux d'encadrement est en moyenne **inférieur à 24 élèves** mais est très inégal selon les régions.

L'enseignement secondaire a perdu 4 % de ses effectifs depuis 1993

Cette baisse n'est pas démographique. 98% des jeunes continuent d'accéder à l'enseignement secondaire. Mais ils y restent moins longtemps car il y a moins de redoublement et 11% d'entre eux, à l'issue de la classe de troisième, s'orientent vers un enseignement professionnel.

62 % des jeunes obtiennent le baccalauréat mais le taux d'accès dans le supérieur recule

Sur l'ensemble des bacheliers, 78,4 % s'inscrivent dès la rentrée suivante dans l'enseignement supérieur. Ce taux de poursuite des études enregistre un recul d'un point par rapport à 1999.

Des universités plus attractives que d'autres

Les universités de Lyon, Toulouse, Strasbourg, Rennes, Lille, Aix-Marseille et Montpellier sont fortement attractives pour des bacheliers.

Toutefois, la mobilité des étudiants est relative : seuls 12 % des nouveaux bacheliers poursuivent leur cursus dans une autre académie de celle où ils résident.

Plus de 2 ans et demi en moyenne pour parvenir au deuxième cycle universitaire

L'accès en deuxième cycle d'université varie fortement selon la série de baccalauréat. 67 % des bacheliers généraux y parviennent pour seulement 22 % de bacheliers technologiques.

Le diplôme et le risque de chômage

Observée depuis 1998, la baisse du taux de chômage des jeunes se poursuit en 2001.

Le chômage des jeunes de 15-24 ans sortis du système éducatif soit titulaires d'un CAP et d'un BEP soit sans aucun diplôme, enregistre un recul de 2,8 points.

Néanmoins, le niveau de formation joue un rôle déterminant : "On s'insère mieux avec un bac professionnel qu'avec un BEP" souligne M. Cytermann.

La proportion de **sortants sans qualification** est en deçà de 10 % mais stagne actuellement aux environs de **8 % des élèves** soit 60 000 jeunes concernés.

Les principaux résultats d'une étude du CEREQ seront insérés dans l'édition 2002 de ces deux publications. Cette enquête analyse l'intégration professionnelle d'une génération.

Vous retrouverez l'ensemble de ces données sur : www.education.gouv.fr/dpd/

